

SOUTENONS le personnel mis à pied du CJF

Communiqué de presse - Pour diffusion immédiate - Montréal, le 19 juin 2024

Suspension des activités au Centre justice et foi : les employé-es mis-es à pied donnent leur version des faits

Dans une [lettre ouverte rendue publique aujourd'hui sur le site Web soutenonslemployesducjf.org](https://www.soutenonslemployesducjf.org), géré par leur comité de soutien, les employé-es mis-es à pied du Centre justice et foi (CJF) brisent le silence.

Près de trois mois après que le conseil d'administration (CA) du CJF ait suspendu toutes les activités et les ait mis à pied pour une période indéterminée, l'équipe estime que son silence n'est plus possible. Elle précise dans cette lettre certains faits concernant cette crise, notamment les nombreuses propositions qu'elle a faites au CA pour tenter de dénouer l'impasse, et qui ont toutes été refusées. L'équipe revient également sur la situation financière du CJF et sur le processus de réflexion stratégique en cours dont elle est exclue, alors que ce sont ses membres qui connaissent «non seulement le fonctionnement du Centre et son inscription dans l'histoire de la présence jésuite au Québec, mais aussi ses partenaires ainsi que ses nombreux collaborateurs et collaboratrices», peut-on lire dans la lettre. «C'est cette équipe, avec la direction, qui réalise depuis de nombreuses années l'analyse collective et le discernement en commun sur les enjeux sociaux de l'heure. Comment comprendre une telle fermeture de la part du Conseil d'administration, de la direction actuelle et des autorités jésuites ? Tout cela nous choque profondément.»

Si, depuis peu et pour 15 semaines de manière non rétroactive, leur employeur leur offre un complément à l'assurance-emploi, cela ne peut suffire à les réjouir. Car, écrivent-ils, «les coûts importants découlant des décisions du CA – de l'interruption abrupte des activités, susceptible d'entraîner des pertes de revenus importantes, au versement de prestations de chômage équivalant environ à la moitié de nos salaires,

pour ne nommer que celles-là – laissent clairement penser que l'organisme avait encore une marge de manœuvre pour trouver collectivement des solutions. D'ailleurs, lorsque le CA nous a annoncé notre mise à pied, certains de ses membres l'ont avoué d'emblée : «l'argent n'est pas vraiment le problème», nous a-t-on répété.»

Leur lettre ouverte donne des éléments de compréhension de ce qui semble être, à leurs yeux, «le vrai problème», notamment le fait que la mission et la culture du CJF semblent bien mal comprises des nouvelles autorités jésuites et du CA du CJF.

«Depuis sa fondation, la mission du CJF est portée par des personnes animées par un idéal de justice sociale et enracinées dans des convictions diverses », affirment-ils.
«Nous, membres de l'équipe actuelle, avons appris à traduire le fondement ignatien de l'œuvre en termes séculiers, audibles et recevables, à l'interne comme à l'externe, afin que la mission du CJF ait non seulement tout son sens mais une portée dans la société québécoise. Il semble que nous y parvenions bien, puisque notre travail et notre professionnalisme étaient si largement appréciés et reconnus, notamment par certaines des mêmes personnes qui nous excluent aujourd'hui des réflexions sur l'avenir du CJF. Nous ne demandons qu'à soutenir la nouvelle direction dans cet exercice. Rappelons que cette dernière, encore en probation, n'est en poste que depuis juin 2023 (sans compter 3 mois d'absence), et qu'elle n'a pas d'ancrage dans le monde jésuite et ignatien.»

Les signataires concluent en affirmant que si le CA du CJF est sérieux lorsqu'il dit vouloir rouvrir le Centre d'ici la fin de l'été et demeurer fidèle à sa mission, ils doivent être au coeur des discussions. Sans quoi «le CJF survivra peut-être, mais il ne sera plus qu'une coquille vide dans laquelle sa mission de justice sociale sonnera bien creux...»

-30-

Contact média :

Emiliano Arpin-Simonetti

info@soutenonslesemployesducjf.org

